

« Peut-on bâtir un pays sur la haine ? »

L'Express - Lily Razafimbelo – CCOC – 16/02/10

Madame Lily Razafimbelo, membre du Collectif des citoyens et des organisations citoyennes ne mâche pas ses mots. Elle critique à la fois Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina.

• Un peu plus d'un an après votre interpellation du 11 janvier 2009, où en sommes-nous à Madagascar ?

- Issues de la société civile qui doit refuser toute compromission, nous avons le devoir d'émettre un avis le plus objectif et le moins partisan possible, en restant intransigeantes sur le respect des principes démocratiques, des libertés fondamentales et de bonne gouvernance.

Rappelons le contexte avant-crise : Avant la crise, la présidence assumée par M. Ravalomanana (2002-2008) a été émaillée d'acquis certains, et de reculs significatifs.

M. Ravalomanana avait hérité d'une situation « quasi négative » en 2002 : état désastreux des infrastructures sociales (santé et éducation) et routières, pauvreté inchangée, croissance économique certes mais sans distribution de ses fruits, corruption élevée...

• Quels acquis ?

- Les différentes réformes sectorielles entamées (justice, sécurisation foncière, éducation, développement rural, loi sur les partis politiques, ...), le développement des infrastructures routières et des télécommunications, la signature du Protocole Genre et Développement de la SADC (octroi aux Femmes de 50 % au moins des postes de décision publics d'ici 2015). Taux de croissance à 6,3 % pour une croissance démographique de 2,7%, selon la Banque Mondiale, en novembre 2008.

Analyser de manière impartiale, en toute honnêteté intellectuelle la situation de Madagascar exige de rappeler ces avancées.

Dans le même esprit, rappelons les reculs que Madagascar a subis sous la même présidence. M. Ravalomanana a confondu les intérêts de ses entreprises avec ceux du pays. Les dérives autocratiques, menées de manière arrogante, sans respect de la personne humaine parfois, ont été significatives, incluant les fraudes électorales. Il y avait une indifférence sur la pauvreté (85%), notamment urbaine, maintenant une injustice sociale criante. Les fruits de la croissance n'étaient pas non plus répartis.

Tous les ingrédients d'une colère sociale et de groupes de personnes étaient réunis.

• Pour vous, la cause de la crise était donc M. Ravalomanana ?

- Se prenant pour un Maître absolu, M. Ravalomanana a quasiment provoqué lui-même sa chute, sept ans après,... entraînant le pays dans sa chute ? En est-il pour autant la cause de la situation actuelle, fortement détériorée de Madagascar, après 12 mois de crise ?

Les faits démontrent que c'est son adversaire qui a allumé le feu dans le pays depuis un an, dans le cadre d'un coup d'État militaro-civil. Jouant l'apprenti sorcier à ce jour, il n'a pas la capacité évidente d'éteindre le feu. En plus des impacts moraux, sociaux, économiques, écologiques subis par le pays, c'est une lourde responsabilité dont M. Andry Rajoelina et ses alliés ne peuvent se démettre devant la population et l'Histoire.

Il est triste de constater que le vif ressentiment vis-à-vis d'une seule personne, combiné à la soif de puissance et la convoitise soit à l'origine de la crise et dirige actuellement Madagascar en l'entraînant dans ce chaos. Une partie de la classe politique revancharde, de l'intelligentsia, et une faction de l'Armée frustrée des brimades de M. Ravalomanana, liguent leur influence et leur pouvoir, qu'elles assoient par la force des armes, pour dominer le pays, avec le soutien clair de la FrancAfrique. Comme dit la chanson actuelle « Zay Mihitsy ! » des artistes :

« Ny basy no tiany ananganana ny ho avy ! (C'est par les armes qu'ils veulent construire un avenir au pays hé !) ».

Doit-on accepter sans broncher que, face à cette haine et cette convoitise, Madagascar subisse l'actuel coût moral, social, économique, écologique élevé, d'une ampleur jamais vue ? Cette haine de groupe peut-elle constituer une base positive, saine et patriote d'un projet de société stable qui donnerait un avenir à Madagascar ?

• Est-ce que la situation est si alarmante que cela ?

- Les règles de bonne gouvernance (transparence et redevabilité) et le respect des droits de l'Homme sont bafoués au grand jour, sans honte ni remords. La gestion des affaires nationales fait fi des normes éthiques et techniques. La justice est aux ordres. Certains médias ne respectent pas leur mission d'information et d'éducation. Il y a deux filières économiques qui sont assurément sinistrées durablement : la filière textile et

la filière laitière dont la place au plan nutritionnel, marché intérieur et emplois est élevée. La perte des emplois augmente avec la rupture avec AGOA. L'insécurité s'aggrave avec le chômage, considérant la survie des victimes. Le trafic des bois précieux a été légalisé par le pouvoir de fait. La survie des ressources marines est menacée par l'octroi irréflecté de nouveaux permis de pêche.

En plus des impacts de l'inflation et la croissance économique zéro, le retour des investisseurs soucieux de stabilité demeure hypothétique.

Le régime de fait actuel se soucie-t-il réellement de la frange vulnérable de la population ?

• **Que pensez vous de l'agitation actuelle autour des élections ?**

- Tout est question d'impartialité et de neutralité, prééminent avec le respect sincère de la voix de la population.

Le projet « 4^e République » doit faire l'objet d'une concertation réellement inclusive de la population dans toute sa diversité avec une méthodologie irréprochable. Elle doit être organisée par une entité totalement indépendante des forces politiques en présence et des intérêts de groupe socio-économiques.

Les élections décidées et issues de cette conférence nationale doivent être organisées de manière tout aussi indépendante et impartiale, libre et transparente dans tout le processus depuis la préparation, jusqu'au recueil des résultats.

Aussi aucune autre force politique, de surcroît non élue ne doit décider ni organiser seule ces élections. Ni décider unilatéralement du choix de société à instaurer. La stabilité durable est à ce prix.

• **Quelle sortie de crise et quel avenir voyez vous alors pour le pays ?**

- Membres du CCOC (Collectif des citoyens et des organisations citoyennes), nous affirmons depuis le 26 février 2009 que seule une sortie de crise négociée sans la force est la seule issue : soit les accords de Maputo et Addis-Abeba.

Madagascar aura un avenir, si la confiance, basée sur l'amour, le pardon mutuel sincère et la solidarité est réinstaurée dans toute la société. Notre espérance est grande quant à la volonté de reconstruire un vivre ensemble accepté par tous, car dans ce pays, la sagesse et l'humilité existent malgré tout. « Il suffit » de bien identifier les hommes et les femmes qui ont le sens de l'État.

Propos recueillis par Fano Rakotondrazaka

Source : <http://www.lexpressmada.com/display.php?p=display&id=33872>